

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME**

**ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**

**FONDS DU CABINET DU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DÉPARTEMENTAL FERNAND  
DEMILLY**

---

Fonctionnement et activité

1982-2001

**Répertoire numérique détaillé**

**290 W**

établi par  
Inès Guérin, attaché administratif

sous le contrôle scientifique de  
Élise BOURGEOIS, Conservatrice en chef du patrimoine, directrice adjointe

*Amiens, 2024*

# SOMMAIRE

---

## **Introduction**

page 3

*Présentation du versement*

*Communicabilité*

## **Sources complémentaires**

page 7

*Bibliographie*

*Archives*

## **Répertoire numérique détaillé**

page 9

# INTRODUCTION

---

## Présentation du versement

Le versement aux Archives départementales des documents constituant la sous-série 290 W a été réalisé dans l'urgence le 22 mai 2024 en raison de travaux effectués à l'hôtel des Feuillants, siège du cabinet du Président du Département de la Somme.

D'une importance de 3.3 mètres linéaires, ce versement est essentiellement composé de dossiers produits au cours des mandats du Président Fernand Demilly qui s'étendent de 1988 à 2001, ainsi que ceux relatifs à son mandat de conseiller général du canton d'Albert de 1979 à 2011 et de sénateur de 1995 à 2004.

## Historique

Le Cabinet a pour vocation d'exercer ses missions dans le souci permanent de promouvoir le Département, l'action du Président, de l'Assemblée départementale et celle de son administration. Le Cabinet est placé auprès et sous l'autorité du Président du Conseil départemental.

Ses neuf principales missions sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- Assurer une information efficace et un conseil avisé aux élus (Président et Vice-Présidents) dans leurs décisions et arbitrages,
- Préparer les interventions et déplacements (dossiers, discours...) du Président et des Vice-Présidents sur la base des éléments recueillis auprès des services et conformément aux arbitrages rendus,
- Contribuer à la mise en œuvre des arbitrages rendus et décisions prises compte tenu du contexte, de la politique départementale et des lignes directrices de l'action de l'administration,
- Favoriser les relations entre les élus et l'administration en assumant une fonction de relais,
- Assurer le secrétariat particulier et la gestion des agendas des élus compte tenu de leurs représentations respectives et des contraintes individuelles et collectives,
- Garantir des réponses adaptées et réactives (formes, contenus, délais...) à toutes les sollicitations (courriers, demandes de rendez-vous...) attribuées au Cabinet,
- Assurer un accueil et une orientation physique et téléphonique efficace et adaptée,
- Participer à la définition de la stratégie de communication du Conseil départemental,
- Collaborer, notamment en lien avec la direction de la Communication, à l'organisation et à l'animation de manifestations et événements à l'initiative ou menés en partenariat avec le Conseil départemental.

Le Cabinet assiste le Président dans la définition des priorités et des politiques départementales. Les membres du cabinet sont choisis par le Président lui-même. Le directeur de Cabinet, établissant le lien entre président et l'administratif, est assisté d'un chef de Cabinet qui assure toutes les missions ou études à sa demande et garantit la continuité des services du Cabinet.

Le secrétariat des élus est intégré au sein du Cabinet et assure les missions suivantes : gestion des agendas, accueil physique et téléphonique du public et des élus, rédaction et diffusions des courriers, préparation et suivi des dossiers.

## **Fernand Demilly**

Né en 1934 dans l'Aisne, Fernand Demilly rejoint Albert en 1942. Reçu en 1950 à l'Ecole Normale d'Instituteurs d'Amiens, il obtient en 1954 le certificat d'aptitude pédagogique puis le certificat d'aptitude à l'enseignement dans les classes de transition en 1967.

### *Carrière professionnelle*

Instituteur à Saint-Ouen de 1954 à 1962, carrière interrompue entre 1956 et 1958 par ses engagements militaires (67<sup>e</sup> BIP (Bataillon Infanterie Portée) à Soissons puis peloton EOR (Élève Officier de Réserve) à Antibes et enfin 16<sup>e</sup> BCP (Bataillon de Chasseur à Pied à Arras et au Maroc), il est nommé à Poeuilly et devient en 1962 professeur de collège à Albert, poste qu'il occupera jusqu'en 1975.

Il quitte alors l'enseignement pour rejoindre l'Aérospatiale de Méaulte au sein de laquelle il occupe le poste de responsable de formation et direction de l'école technique privée de formation de 1975 à 1991.

Il quitte enfin ses fonctions pour se consacrer entièrement à sa responsabilité cantonale et à la présidence du Conseil général.

### *Carrière politique*

Fernand Demilly milite depuis 1976 au PSD (Parti Social-Démocrate), composante de l'UDF (Union pour la Démocratie Française) dont il est membre du bureau national et de laquelle il prend la présidence départementale en 1985-1986 puis en 1993.

Lors des élections présidentielles de 1974, il est mandataire de Valéry Giscard-d'Estaing pour le département de la Somme.

De 1965 à 1977, il est élu conseiller municipal d'Albert. Nommé maire adjoint en 1966, il est élu maire d'Albert de 1971 à 1977.

Elu conseiller général du canton d'Albert en 1973, occupant le poste de secrétaire du Bureau de 1973 à 1976, il est réélu à trois reprises en 1979, 1985 et 1992.

En 1981, il est élu vice-président du Conseil général de la Somme et président de la Commission des Affaires économiques et de l'emploi jusqu'en 1988.

Le 7 octobre 1988, il est élu Président du Conseil général, prenant ainsi la succession de Max Lejeune. Il sera réélu à cette charge en 1992 et 1994.

Conseiller régional de Picardie de 1976 à 1979, il est également député suppléant d'André Audinot au sein de la 5<sup>e</sup> circonscription de la Somme de 1978 à 1985.

### *Responsabilités particulières*

Trois causes particulières marquent la vie et la carrière de Fernand Demilly : l'animation des jeunes, la protection de l'enfance en danger et le développement économique. Ce dernier point est particulièrement présent dans les documents que contient ce versement.

En effet, sa carrière professionnelle ainsi que ses différents mandats d'élu ont naturellement sensibilisé Fernand Demilly aux réalités et aux exigences du développement économique de son territoire.

Pour ce faire, il œuvre au sein de la commission des affaires économiques du Conseil général de 1981 à 1988, commission qu'il marque de son empreinte, notamment par la création du Fonds départemental d'interventions économiques, principal outil financier du Conseil général dans son action au service des entreprises. Fernand Demilly est aussi actif en tant que président du Comité de bassin d'emploi de la région d'Albert dès 1985 (devenu l'Association Intercommunale pour le Développement Economique de la Région d'Albert (AIDERA) regroupant 6 cantons depuis 1985).

Il est également vice-président du Comité d'Expansion Economique et Sociale de la Somme et président du Syndicat d'initiative d'Albert de 1973 à 1977.

Quant au sujet de l'action au service de l'enfance en danger, il s'est investi en tant que membre du Conseil départemental de protection de l'enfance en 1967 puis membre du Conseil départemental de protection de l'enfance et de la famille, puis comme président du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) depuis 1990, établissement public créé pour améliorer l'accueil de l'enfance et de l'adolescence en difficulté dans le département.

Il est également président de l'Association d'Insertion ADI 80 à partir de 1991.

## **Intérêt historique**

Les documents contenus dans ce fonds d'archives retracent l'évolution du cabinet au cours de la période 1982-2001 ainsi que ses activités, et notamment l'influence que peut avoir le président d'un Conseil départemental sur le territoire.

Les thématiques abordées sont diverses : communication, gestion du personnel, finances, transport, culture, sport... et les partenaires multiples : État, Préfecture, Région, associations, syndicats.... Elles illustrent la variété des champs d'intervention du Conseil départemental : urbanisme, voirie, social, sport, éducation... La période parcourue permet d'observer l'évolution de l'action et des compétences du Département à travers le mandat du président. Les dossiers constitués dans le cadre des réunions cantonales (290W30-33) illustrent particulièrement l'action du Département sur les territoires et le lien qu'il peut jouer avec les services de l'Etat ou les autres collectivités locales (Direction Départementale de l'Equipement, Direction Départementale de l'Agriculture, Inspection Académique, Direction des Insertions sociales, syndicats mixtes, communes...).

Les interventions du Président conservées ici peuvent servir de matière à une étude sociologique sur les relations entre le grand public et les hommes politiques et reflètent l'évolution des demandes au cours des décennies.

## **Communicabilité**

Il convient de rappeler qu'au terme du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit.

Pour autant, certains documents portent mention de données personnelles : pour des raisons de protection de la vie privée, ces documents sont alors incommunicables durant 50 ans.

**La communicabilité des liasses de ce versement est donc immédiate ou portée à 50 ans.**

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

---

## Bibliographie

Généralités : fonctionnement du Conseil départemental

*6 ans de travail au Conseil général.* - Amiens : Conseil général de la Somme, 1988. [BR3593]

Conseil général de la Somme. *Les élus de l'assemblée départementale.* - Amiens : Conseil général de la Somme, 1988. [BR3594]

Conseil général de la Somme. *Bilan d'activité 1997.* - Amiens : Conseil général, 1998. [4°1609]

Conseil général de la Somme. *Bilan social année 2002.* - Amiens : Conseil général, 2003. [BR2789]

*Conseil général de la Somme : Les hommes, 44 élus au service de la population et des communes.* - Amiens : Conseil général de la Somme, 1984. [BR3592]

*Le Conseil général : la Somme au quotidien.* - Amiens : Conseil général de la Somme, s.d. [BR3585]

Dosière René, Fortier Jean-Claude, Mastias Jean. *Le Conseil Général.* - Paris : Ed. Ouviares, 1994. [8°2774]

*Nous, Somme.* Journal interne du personnel du Conseil général de la Somme, précédé par L'Écrit de la Mouette (1989-mars 2003).

*La Nouvelle signature du Conseil général de la Somme.* - Amiens : Conseil général de la Somme, 2003. [BR3579]

*La Somme. A la découverte de la Somme et de son Conseil général.* - Amiens : Conseil général, 1999. [1CDR2]

*Vivre en Somme, le magazine du Conseil Général de la Somme.* 2005-2015. [266REV]

## Archives

### Archives départementales de la Somme

#### CABINET DU PREFET

1 W : Service des interventions, affaires communales (1969-1975).

#### CABINET DU PRÉSIDENT DU DEPARTEMENT

138 W : Fonds du Cabinet du président : documentation et dossiers de travail du cabinet sous la direction du président Alain Gest (2001-2003).

162 W : Fonds du Cabinet du Président (1970-2008).

236 W : Fonds du Cabinet du président (2005-2021).

1289 W : Bulletin officiel du Président du Conseil général, délibérations, budget<sup>1</sup> (1983-1996). Devenu 9 PO

1424 W : Registre d'arrêtés (1982).

1433 W : Budget départemental, décentralisation et personnel départemental, emploi, remodelage cantonal (1973-1988).

1434 W : Budget régional et sessions du bureau du Conseil, IXe contrat de plan État-région (1983-1988).

### VERSEMENTS DES ÉLUS

1379 W : Dossiers de demandes de subventions versés par M. Pierre Dingremont, conseiller général de Saint-Valery-sur-Somme : première commission, Finances et planification (1978) ; deuxième commission, interventions sanitaires et sociales (1979), quatrième commission, affaires culturelles et sportives (1964-1979).

117 W : Demandes d'interventions sociales adressées à Isabelle Demaison, élue à l'autonomie (2008-2014).

118 W : Archives de Christian Manable, élu et président du Conseil général de la Somme : documents liés aux mandats publics du Président (1977-2015).

131 W : Archives de Pierre Linéatte, vice-président du Conseil général de la Somme, conseiller général du canton de Péronne, président de l'Historial de la Grande Guerre, président du Conseil d'administration du SDIS (2005-2014).

136 W : Hubert Henno, conseiller général (1976-1983).

137 W : Jean-Claudiel Broutin, conseiller général (1975-1985).

142 W : Claude Chaidron, conseiller général : correspondance avec les administrés et les structures (2006-2014).

---

<sup>1</sup> Avant 1983, voir le versement 1289, Préfecture, 2e direction, § 3, administration et finances départementales. Ce versement sera recoté en série PO.

# Répertoire numérique détaillé

---

290 W 1	Présentation du Conseil départemental et de Fernand Demilly : CV, fiche descriptive.	s.d.- 1994
290 W 2	Réception, déjeuners et dîners, organisation : menu, plan de table, devis, carton d'invitation, liste des invités, chevalet nominatif.	1988-2000
290 W 3 - 20	<b>Relations avec les administrés, partenaires, associations et entreprises.</b>	
290 W 3 - 14	Réponses aux demandes d'intervention : chronos courriers envoyés, factures, bons de livraison.	1990-2001
	<i>Documents contenant des informations personnelles : incommunicables pendant 50 ans.</i>	
	290 W 3 1990.	
	290 W 4 1991.	
	290 W 5 1992.	
	290 W 6 1993.	
	290 W 7 1994.	
	290 W 8 1995.	
	290 W 9 1996.	
	290 W 10 1997.	
	290 W 11 1998.	
	290 W 12 1999.	
	290 W 13 2000.	
	290 W 14 2001.	
290 W 15	Enregistrement du courrier : 4 registres.	1987-2001
290 W 16	Invitation : 3 répertoires d'enregistrement.	1998
	<i>Classé par ordre alphabétique des organismes demandeurs.</i>	
290 W 17 - 20	Relation avec les administrés et les partenaires (entreprises, associations et collectivités territoriales), demande d'intervention de Fernand Demilly, notification des versements de subvention et d'aide : CV, document de présentation, article de presse, correspondance.	1983-1995
290 W 17	Particuliers, associations et collectivités territoriales.	1989-1995
	<i>Documents contenant des informations personnelles : incommunicables pendant 50 ans.</i>	
290 W 18	Communes du canton d'Albert.	1982-1995
	<i>Dossiers classés par ordre alphabétique des communes.</i>	
	<i>Documents contenant des informations personnelles : incommunicables pendant 50 ans.</i>	
	<i>Dans le dossier d'Albert, présence d'un rapport sur les aides du Département aux associations sportives (1984).</i>	

	290 W 19	Entreprises d'Albert UNAMO (Unité Nouvelle Albert Machines Outils) (1984-1988), Titan-Cazeneuve (1983-1987), AMECA (sous-traitant de Aérospatiale-Méaulte) (1983-1985), Forest-Liné (1983-1988).	1983-1988
	290 W 20	Bassin d'emploi de la région d'Albert, intervention et soutien, création et fonctionnement du Comité de bassin d'emploi d'Albert, demande de subvention : discours, rapport d'activité, revue et articles de presse, statuts de l'association, compte-rendu et procès-verbal de réunion, liste des invités et des membres, correspondance.	1985-1992
290 W 21-33	<b>Politique.</b>		
	290 W 21	Réunions du Bureau et comité de majorité, convocation aux séances de travail : invitation.	1988-1994
	290 W 22-23	Discours <sup>2</sup> .	1982-2001
		290 W 22 1982-1993.	
		290 W 23 1994-1998, 2001.	
	290 W 24	Albert Flinois, Conseiller général du canton de Combles et président de l'Amicale des maires du même canton, activité, présentation aux élections cantonales, remise des insignes de commandeur de l'ordre du mérite agricole : discours, profession de foi, correspondance.	1985-1994
	290 W 25	PSD (Parti Social Démocrate) <sup>3</sup> Amiens et Environs, vie du parti et activité de Stéphane Demilly en tant que secrétaire général : article de presse, liste des membres, invitation, communiqué de presse, discours, notes manuscrites, composition du bureau, correspondance (1987-1988). Club de tennis d'Albert, rédaction d'une maquette publicitaire : rapport (1984). « Le salaire des cadres », rédaction d'un dossier : rapport (s.d.). Force ouvrière, rédaction d'un dossier sur le syndicat : rapport (s.d.). Activités en tant que député suppléant de la Somme et SD Conseil en communication d'entreprise, organisation d'un séminaire pour l'entreprise Somepic technologie (Bouzinourt), création de l'émission « Economic show » : rapport sur l'analyse du mécanisme de communication, notes manuscrites, <i>paper boards</i> , compte-rendu de réunion, liste des membres et statuts de l'association CRDA <sup>4</sup> (Comité de Réflexion pour le Développement d'Albert), CV, correspondance (1988-1989).	1984-1989
	290 W 26	Activité de sénateur : questions orales, correspondance.	1995-2000

<sup>2</sup> Les brouillons manuscrits ont été détruits.

<sup>3</sup> Le président national est alors Max Lejeune.

<sup>4</sup> Président : Fernand Demilly.

290 W 27	Amicale des Maires, Présidents de Syndicats intercommunaux et du Conseiller général du canton d'Albert, création et présidence, étude de dossiers, animation, organisation de voyages et de sorties : invitation aux réunions de travail, liste de participants, programme, fonds de dossier, article de presse, composition du bureau, compte-rendu de l'assemblée générale, statuts, discours, correspondance.	1985-1995
290 W 28	Bulletin d'information cantonal <i>Albert Renouveau</i> , préparation et distribution : fiche descriptive par commune, n°1 et 2 de la revue, liste des maires, article de presse, correspondance.	1984-1985
290 W 29	Élections cantonales, campagne électorale et soutien, gestion des comptes de campagne et fiscalisation des indemnités des élus, composition de la commission permanente, situation dans le canton d'Albert : profession de foi, comptes de campagne, discours, tract, résumé de la carrière et CV du candidat Fernand Demilly, liste des permanences, bulletin cantonal d'Albert, fiche cantonale, correspondance.	1992-1995
290 W 30 - 33	Réunions cantonales, fonds de dossier, état de l'avancée des travaux (voirie départementale, équipements sportifs et socio-éducatifs...) et des relations avec les services de l'État et collectivités territoriales (Direction Départementale de l'Équipement, Direction Départementale de l'Agriculture, Inspection Académique, Direction des Insertions sociales, syndicats mixtes, communes...) : planning de la journée, fiche descriptive des communes et du canton, liste des routes départementales desservant le canton, carte des routes départementales et accidentologie, note sur les dossiers subventionnés et ceux en instance de traitement (par commune et par association), liste des équipements sportifs et socio-éducatifs, liste des travaux programmés, convention, notes manuscrites, discours, note de service, questionnaires listant les sujets susceptibles d'être évoqués par les élus, extrait du registre de délibérations du Conseil municipal, correspondance.	1988-1995
<i>Classés par ordre chronologique.</i>		
290 W 30	Rue, 18 novembre 1988. SIVOM <sup>5</sup> d'Ailly-sur-Noye, 10 février 1989. Nouvion-en-Ponthieu, 7 juin 1989. Conty, 22 septembre 1989. Acheux-en-Amiénois, 6 octobre 1989. Saint-Valery-sur-Somme, 28 octobre 1989. Rue, 8 novembre 1989. Doullens, 24 novembre 1989.	1988-1989
290 W 31	Molliens-Dreuil, 1 <sup>er</sup> décembre 1989. Poix-de-Picardie, 8 décembre 1989. Gamaches, 24 mai 1991. Doullens, 10 mai 1994. Rosières-en-Santerre, 6 juillet 1994.	1989-1994

---

<sup>5</sup> SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple.

290 W 32	Molliens-Dreuil, 27 septembre 1994. Friville-Escabartin, 25 octobre 1994. Saint-Valery-sur-Somme, 3 novembre 1994. Villers-Bocage, 23 novembre 1994.	1994
290 W 33	Hallencourt, 30 novembre 1994. Rue, 18 janvier 1995. Acheux-en-Amiénois, 13 février 1995.	1994-1995